



# Perception de l'activité agricole sur un territoire : Attentes locales et représentation des agriculteurs



L'agriculture est aujourd'hui confrontée à de nouvelles attentes de la société dont la prise en compte nécessite de conduire des travaux de recherche et de développement. Ils visent à permettre son insertion réussie dans les différents territoires (cf. Encadré 1 - La multifonctionnalité de l'activité agricole). Cette préoccupation récente concerne tous les systèmes de production. Plusieurs Instituts Techniques Agricoles, associés à la Recherche Publique et au Ministère de l'Agriculture, à des partenaires nationaux et locaux de développement, ont engagé ensemble sur ce sujet une action de recherche<sup>1</sup>. La première phase du programme a pour objectif, en s'appuyant sur l'étude de cas de petites régions et d'exploitations, de déterminer, d'une part, les représentations de l'agriculture par les acteurs d'un territoire et les demandes locales qui lui sont adressées et, d'autre part, la perception que peuvent en avoir les agriculteurs, les freins et les motivations à les prendre en compte. Cette approche repose sur un travail d'enquêtes de type qualitatif par entretiens semi-directifs, à partir d'un échantillonnage raisonné d'acteurs locaux (élus, responsables professionnels, animateurs ou responsables de développement local ou touristique, usagers de l'espace au sein d'associations,...) et d'agriculteurs sur un territoire donné.

<sup>1</sup> Programme de recherche ACTA-ICTA 2002. «Formalisation de connaissances et de méthodes pour favoriser la multifonctionnalité de l'agriculture». Institut de l'Elevage (pilote de l'action), ITP, ITAVI, ITV, CTIFL ; INRA, CEMAGREF, APCA et Chambres d'Agriculture, Ministère de l'Agriculture. Action en cours.

## En Bretagne, dans le pays de Vitré

Chaque Institut Technique a déterminé une zone d'étude. L'ITP a choisi l'échelle géographique du pays, défini comme un territoire de projet, celui de Vitré en raison de l'importance et de la nature de son activité agricole et des initiatives engagées. Ce sont les enjeux auxquels l'agriculture va devoir faire face ou auxquels elle doit contribuer, qui ont été recueillis : environnementaux, économiques et sociaux.

### Pour les acteurs locaux

La **qualité de l'eau pour l'approvisionnement de la région** constitue pour les acteurs locaux

l'enjeu majeur. Bien que certains acteurs citent également les autres sources de pollution agricole et non agricole, l'intensification des productions et les excédents d'azote accroissant les taux de **nitrates** dans l'eau sont mis en cause. L'agriculture doit s'adapter en étant plus respectueuse du milieu et de l'**environnement**. La **réglementation** doit être appliquée. Toutefois, ils souhaitent, sur le plan économique, le maintien d'une agriculture dynamique, source de valeur ajoutée et d'emplois. Les interrogations sur l'avenir lient l'évolution de l'agriculture et celle de l'économie locale dans cette zone où le secteur agricole et agroalimentaire est important. Les acteurs locaux ont par ailleurs conscience que l'image de l'agriculture, liée à la qualité des produits et à la perception des

## Résumé

Cette action a pour objectif de déterminer, d'une part, les représentations de l'agriculture par les acteurs d'un territoire et les demandes locales et d'autre part, la perception que peuvent en avoir les agriculteurs, les freins et les motivations à les prendre en compte.

Cette approche repose sur un travail d'enquêtes. Les enjeux auxquels l'agriculture va devoir faire face ou auxquels elle doit contribuer, ont été recueillis : environnementaux, économiques et sociaux. A l'issue des entretiens dans chaque zone, une typologie à dire d'experts des attitudes des agriculteurs sur la conception de leur métier face aux demandes de la société, a été établie.

Ces différents profils traduisent des situations et des motivations différentes chez les agriculteurs, à prendre en compte pour le conseil et la communication nécessaires à la construction de l'agriculture de demain. L'enjeu pour l'agriculture est de rendre compatibles l'évolution de la demande sociétale et la capacité des agriculteurs à y répondre, sans remettre en cause la viabilité économique des exploitations.

Onésime TEFFÈNE  
Sébastien DAVID



## La « multifonctionnalité » de l'activité agricole

Encadré 1

“L'activité agricole est par essence « multifonctionnelle » : elle a des répercussions sur les ressources naturelles, sur la biodiversité, sur les paysages, sur l'occupation des territoires, sur l'emploi dans les zones rurales et sur la sécurité alimentaire. Les pouvoirs publics entendent désormais reconnaître et même rémunérer ces fonctions. Cette volonté apparaît progressivement au sein des instances nationales, européennes et internationales (FAO, Convention de Rio, OCDE)”. (Colloque de la Société Française d'Economie Rurale (SFER), Paris, 21 et 22/03/2002).

La notion de multifonctionnalité a émergé en reconnaissant que l'agriculture ne peut être considérée uniquement comme un secteur économique produisant des matières premières destinées à l'alimentation ou à l'industrie car, en même temps, elle crée des aménités, des biens non marchands et des services au bénéfice de la société dans son ensemble. Elle contribue à un développement global. Cinq fonctions sont généralement exprimées : productive, sociale, de sécurité alimentaire, territoriale et environnementale. Elles sont souvent regroupées en trois « axes » : économique, social et environnemental ou encore, dans les Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE), en deux volets : socio-économique d'une part, territorial et environnemental d'autre part.

La libéralisation des échanges économiques et les nouvelles attentes de la société sont à l'origine de ce concept de multifonctionnalité de l'agriculture qui est envisagée selon deux approches différentes de la politique agricole (LEGER F. et VOLLET D., 2002) :

- une approche dite « **positive** », d'inspiration libérale (modèle anglo-saxon) où le classement des relations des agriculteurs avec les autres agents économiques indique ce qui, dans les apports de l'agriculture à la société ou au territoire, doit relever d'une logique de marché ou d'intervention de l'Etat si le marché est défaillant ;
- une approche dite « **normative** » où la multifonctionnalité est considérée comme un objectif que les politiques agricoles essaient d'atteindre dans une perspective de compromis social avec des modèles (français ou allemand par exemple) qui cherchent à rendre toutes les exploitations plus multifonctionnelles : citons la politique incitative des CTE.

On observe des visions concrètes divergentes d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. Les différences culturelles et d'intérêt économique en matière de politique agricole les conduisent à adopter des positions opposées relativement à la prise en compte et à la mise en place de la multifonctionnalité de l'agriculture.

modes de production, a besoin d'être restaurée et que le métier d'agriculteur sera valorisé par l'ouverture et la communication auprès du public.

### Pour les agriculteurs

Toutes productions confondues, pour les agriculteurs enquêtés, les mêmes aspects - environnemental, économique et social - sont exprimés dans un ordre et avec un contenu différents. L'**avenir de l'agriculture** et du monde rural constituant leur préoccupation actuelle majeure. Pour la plupart, ils placent l'**enjeu économique** au premier plan avec le niveau du revenu et la viabilité des exploitations. Face aux crises, ils revendiquent une rémunération par les

prix, une meilleure répartition des marges et une meilleure valorisation des produits, en contrepartie des efforts accomplis pour améliorer la qualité et l'environnement. L'incertitude sur l'avenir naît de la mondialisation, de l'intégration des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et des nouvelles orientations de la Politique Agricole Commune (PAC), de la concurrence des pays à faibles coûts, des conséquences des investissements lourds et à une pression foncière accrue. Beaucoup affirment la nécessité de s'agrandir mais en même temps, celle de maintenir des exploitations à caractère familial, redoutant l'industrialisation de l'agriculture. Ils se demandent comment évoluer sans augmenter leur production. Ils considèrent qu'une

baisse de la production serait favorable au niveau collectif mais ne l'envisagent pas pour leur exploitation car ils ne voient pas comment, économiquement, la mettre en œuvre.

L'enjeu de la qualité de l'eau est abordé le plus fréquemment sous l'angle des contraintes pesant sur les exploitations : arrêt du développement dans les zones d'excédent structurel en azote (ZES), baisse de la productivité, accroissement des coûts et de la charge administrative. Des exigences ne tenant pas compte de la diversité des situations, et leur fréquent changement, constituent des freins à la mise en œuvre de règles environnementales que certains, par ailleurs, qualifient de timides pour

**Des exigences ne tenant pas compte de la diversité des situations, et leur fréquent changement, constituent des freins à la mise en œuvre de règles environnementales.**



## La parole aux éleveurs de porcs - Pays de Vitré (35)

Encadré 2

Avec des exploitations de 57 ha en moyenne (de 22 à 150 ha), les éleveurs de porcs enquêtés à l'automne 2002 dans le Pays de Vitré, ont, pour la plupart, une autre production animale (bovins lait ou viande, volailles). Ils ont exprimé les enjeux qu'ils perçoivent pour l'avenir de l'agriculture et du monde rural et les préoccupations actuelles des agriculteurs (DAVID S., 2002).

- **L'enjeu environnemental** revient au **centre des discussions : de nouvelles pratiques se mettent en place** (couverts végétaux, bandes enherbées, plan prévisionnel de fumure, lisier sur blé, engrais verts, gestion des pesticides, alimentation biphasé, entretien des haies, ...). Les agriculteurs expriment à la fois leurs motivations et les contraintes ressenties, **avec des avis parfois divergents** : «Si on ne met pas d'engrais chimiques, il y a une baisse de rendement» ... mais «Il n'y a aujourd'hui plus le choix, surtout pour les producteurs de porcs». «On crée de **nouvelles charges** : transport de lisier, coût d'épandage» bien que «L'épandage du lisier permet de faire des économies d'azote» et que «On adapte la fertilisation aux besoins de la plante». Toutefois, «Les terrains d'épandage sont difficiles à trouver», «Le prix de la terre atteint des sommets». Sinon, «Pour le traitement, les investissements sont très importants». On a «Trop de paperasses et de **contraintes administratives**», «Avec une réglementation pas adaptée aux situations», et «Des nouvelles règles qui tombent du jour au lendemain». Certains reconnaissent que «Anticiper les mesures réglementaires permet de ne pas subir les nouvelles contraintes», mais «Les frais supplémentaires ne sont pas compensés par des revenus supplémentaires», «On est dans une situation de blocage et de manque de perspectives», ...
- Pour les **enjeux économiques**, la conjoncture porcine défavorable au moment de l'enquête accentue **l'inquiétude relative au revenu** : «Aujourd'hui, l'agriculture demande beaucoup d'investissements et ne dégage pas suffisamment de revenus», «Une loi devrait interdire de vendre à perte», «On fait de la qualité, on n'est pas payé pour ça», «On importe des produits d'autres pays sans aucune garantie». **Des exigences ou des évolutions** sont exprimées : «La maîtrise des coûts est essentielle», la transformation et la vente directe, le choix des créneaux de **qualité** (label, bio, ...) peuvent être envisagés mais «Le potentiel de production va aller en diminuant» alors que «**L'emploi local** a besoin d'une agriculture dynamique». «On est dans l'impossibilité de se développer» : un jeune ménage affirme «Qu'il a eu **beaucoup de difficultés à faire accepter son projet** d'atelier porc sur paille».
- Les **enjeux sociaux** portent sur la **cohabitation avec la population locale et les conditions de travail** : «L'agriculture est aujourd'hui montrée du doigt par le monde extérieur», «Les médias ne présentent l'agriculture que sous l'angle négatif» avec «Une image de l'agriculteur pollueur». La nouvelle population qui cohabite avec le monde agricole ... «refuse le développement de l'agriculture qu'elle voudrait comme dans le passé». Les **agriculteurs sont conscients** que «Il y a encore beaucoup de progrès à faire pour donner une bonne image de l'agriculture» ; certains soulignent «L'importance de l'ouverture au sein de la profession et en dehors», ... et «Le défaut de communication de la profession agricole». Ils sont aussi nombreux à déplorer que «Le métier est de plus en plus contraignant» et à revendiquer «**Le droit aux loisirs, au temps libre, à un travail moins pénible** ... comme le reste de la population».

leur système de production (agriculture biologique, ...). Toutefois, les motivations pour une gestion plus responsable de l'environnement sont souvent présentes, s'appuyant sur des choix économiques (baisse des charges, mesures incitatives), de gestion raisonnée (recherche d'optimisation) et parfois de choix de type d'agriculture, biologique en particulier. Pour les agriculteurs, les enjeux sociaux portent sur la cohabitation avec la population locale et les contraintes du métier. Localement, les conflits sont rares avec la population mais l'image de l'agriculteur "pollueur" est mal vécue. Les agriculteurs ont

l'impression que la société leur demande toujours davantage et, qu'en retour, elle leur accorde peu de considération.

### Pour les éleveurs de porcs

Une enquête complémentaire auprès d'éleveurs de porcs de la même zone a permis de recueillir des points de vue assez proches. Ils sont avant tout des agriculteurs. La production porcine s'est généralement développée en présence d'une autre production sur l'exploitation (cf. Encadré 2- La parole aux éleveurs de porcs).

Pendant, leurs préoccupations

sont amplifiées sur plusieurs points : la **pression environnementale** plus forte avec une sur-enchère sur le foncier pour trouver des plans d'épandage, le maintien du potentiel de production et la viabilité des élevages, les **crises** répétées sur les marchés du porc et la perception d'une certaine «**diabolisation**» de la production porcine remise en question, malgré les efforts déployés pour éviter les nuisances. Comme pour les agriculteurs enquêtés, l'hétérogénéité des attitudes des éleveurs de porcs est étroitement liée au type d'exploitation et à sa trajectoire, avec des motivations ou des freins

**L'hétérogénéité des attitudes des éleveurs de porcs est étroitement liée au type d'exploitation et à sa trajectoire.**



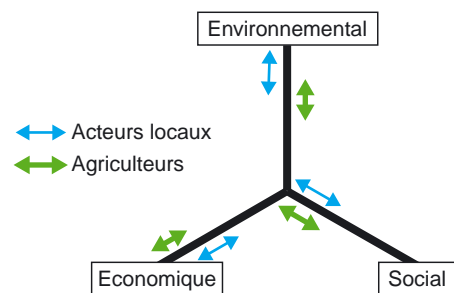
## Une convergence globale entre la vision des acteurs locaux et des agriculteurs - Pays de Vitré (35)

Encadré 3

Les enjeux décrits par les acteurs et les agriculteurs apparaissent sur les trois axes, économique, environnemental et social, même si l'axe social est un peu moins développé, avec une certaine convergence dans l'expression de chacun d'eux. Les acteurs locaux sont conscients des difficultés de l'agriculture et des problèmes auxquels les agriculteurs sont confrontés. En même temps, les agriculteurs prennent de plus en plus en compte, au moins dans leurs attitudes, les attentes locales définies par les acteurs.

- Dans leur majorité, **les acteurs locaux** ont plus insisté sur **les enjeux environnementaux**, essentiellement celui de la qualité de l'eau, point qui leur paraît le plus urgent à régler. Une partie des acteurs, notamment des acteurs politiques et économiques, mettent davantage en avant les enjeux économiques pour l'avenir de la région agricole.
- **Pour les agriculteurs**, les priorités sont surtout **d'ordre économique**, même s'ils ont tous intégré (à des degrés divers) les exigences environnementales et la nécessité de s'adapter dans ce sens.

Les particularités de la zone de Vitré expliquent cette constatation. Le dynamisme de son secteur primaire a deux conséquences majeures. Du point de vue économique, il est à l'origine de valeur ajoutée et d'emploi local. Du point de vue environnemental, le pays de Vitré subit en même temps les conséquences de son intensification agricole qui induit des problèmes de qualité des eaux. Les enjeux sociaux, qui constituent le troisième axe de la multifonctionnalité, sont de ce fait un peu atténués : ils sont sous-jacents et plus ou moins liés aux autres enjeux.



Les axes de la multifonctionnalité vus par les acteurs locaux et les agriculteurs

(DAVID S., 2002).

### Les acteurs locaux sont conscients des difficultés des agriculteurs.

**Beaucoup d'agriculteurs perçoivent les attentes locales et ont une réelle volonté de trouver des solutions.**

de nature structurelle, économique ou humaine.

Dans le pays de Vitré, un **consensus** (cf. Encadré 3 - Une convergence globale entre la vision des acteurs locaux et des agriculteurs) apparaît autour de l'amélioration de la qualité de l'eau et, dans une moindre mesure, sur le maintien d'une agriculture dynamique basée sur des exploitations à taille humaine, source d'emplois directs et indirects en raison du poids du secteur primaire et de l'agroalimentaire. Les acteurs locaux sont conscients des difficultés des agriculteurs - pas nécessairement la population dans son ensemble. Beaucoup d'agriculteurs perçoivent les attentes locales et ont une réelle volonté de trouver des solutions. Ceci s'est traduit par

plusieurs initiatives collectives : participation à l'opération Bretagne Eau Pure, SYndicat Mixte des Eaux de la VALière, Contrat Eau-Paysage-Environnement, Fête de l'Agriculture, Invitation à la balade, GIE Terre-Eau (cf. Encadré 4 - Une initiative collective pour la résorption : le «GIE Terre-Eau»), Contrats Territoriaux d'Exploitation,...

### Dans d'autres régions françaises

Dans les autres zones où le travail a été conduit par quatre autres Instituts Techniques (cf. note b page 1), les enjeux dominants diffèrent selon les territoires. Dans les **Cévennes**, l'ouverture du milieu apparaît comme l'une des principales fonctions attribuées à l'agri-

culture dans un objectif paysager, de sécurité (défense contre les incendies) ou environnemental. La permanence d'exploitations agricoles permet de préserver un habitat et une vie sociale dans une zone faiblement peuplée. A l'opposé, en **Alsace**, la gestion et le partage de l'espace dans un piémont à forte densité de population apparaît pour les acteurs, l'enjeu principal de la zone. L'agriculture permet de maintenir des espaces cultivés ou naturels («coupures vertes») entre les espaces bâtis, voire en limite des zones agricoles pour atténuer les risques de nuisances. Dans d'autres zones, les enjeux pour une agriculture participant au développement d'un territoire apparaissent plus diffus : dans la



## Une initiative collective de résorption : le «GIE Terre-Eau» - Pays de Vitré (35)

Encadré 4

Le GIE Terre-Eau a été créé le 17 avril 2002 à l'issue d'une démarche de réflexion initiée début 1999 avec la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine lors de réunions d'information auprès des agriculteurs. Il regroupe 45 éleveurs produisant tous du porc, la moitié des élevages étant spécialisés et l'autre moitié étant mixtes avec lait et porc. Les élevages ont 130-140 truies en moyenne pour les naisseurs-engraisseurs, avec des volumes excédentaires modestes. Le tiers des adhérents est en obligation de résorption, les 2/3 ont engagé une démarche volontaire pour sécuriser leur système de production.

L'objectif initial était de trouver des solutions aux problèmes individuels d'excédents d'azote et de phosphore sur les exploitations et en même temps d'étudier la faisabilité de moyens collectifs de résorption, entre autres les systèmes de traitement collectif au moindre coût (inférieur à 6-7 € par m<sup>3</sup> traité).

Le travail a commencé par un bilan de la gestion des effluents. Le but est d'optimiser l'épandage des déjections sur chaque exploitation, de faire le bilan des volumes excédentaires et de les localiser géographiquement. Globalement, la somme des excédents de ces exploitations s'élève à 35 000 m<sup>3</sup> de lisier, soit en moyenne 700 à 800 m<sup>3</sup> par exploitation – ce qui correspond aux excédents d'environ 40 truies et la suite.

Différentes solutions ont alors été envisagées :

- **l'implantation de fétuque élevée à titre expérimental.** Cette plante est une « pompe à nitrates » et permet ainsi d'exporter jusqu'à 350 unités d'azote par hectare. La proximité d'une usine de déshydratation permet de valoriser cette culture.
- **le compostage de déchets verts et de lisier** en partenariat avec le Syndicat Mixte Inter-Communal de Traitement des Ordures Ménagères (SMICTOM), syndicat chargé des déchets de la région. Ce procédé permet de trouver un débouché pour les déchets verts, sources indispensables de carbone dans le compostage du lisier pour produire des amendements organiques. Un groupe de légumiers de St-Malo est intéressé par le compost produit. Un dossier a été déposé à la préfecture (régime « installation classée ») pour la mise en place de deux plates-formes de compostage permettant de traiter entre 12 et 14 000 m<sup>3</sup> de lisier.
- enfin, **le traitement biologique des effluents** doit permettre de résorber les volumes restants, soit 20 à 25 000 m<sup>3</sup> en une ou deux unités de traitement.

Dans les faits, le projet de compostage n'a pu voir le jour. Suite à un appel d'offres du SMICTOM fin 2002 pour le traitement de 14 000 t de déchets verts, le GIE Terre-Eau a répondu mais la population s'est opposée fortement au projet bien que les élus y étaient depuis longtemps associés. Les opposants ont évoqué des problèmes d'odeurs, ont refusé de visiter les réalisations existantes, ont rejeté le projet en raison des tailles de bâtiments,... Finalement le marché des déchets verts n'a pas été attribué au GIE qui a dû abandonner la solution de compostage des déchets verts et étudier maintenant des solutions de traitement mobile et de mutualisation des plans d'épandage... La culture de fétuque élevée a été mise en place dans certaines exploitations.

(LE BRIS B., EDE-Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine ; BOUSQUET D., Institut de l'Élevage).

**Bresse**, la préservation et la restauration des structures bocagères et l'amélioration des relations entre agriculteurs, néo-ruraux et citadins. Dans le **Périgord Central**, une demande unanime s'exprime sur le thème de la qualité qui concerne des aspects très divers selon les interlocuteurs (accueil touristique, produits, pratiques de production, milieu naturel,...).

Globalement, l'agriculture peut avoir des difficultés à percevoir la

demande de la société. Celle-ci est peu construite et s'exprime sous des formes différentes selon les acteurs et les zones, parfois venant de l'extérieur (villes plus ou moins proches, médias, ...).

Toutefois, pour les agriculteurs, la concertation et les échanges avec les autres acteurs (par exemple à l'échelle des « pays ») et la participation à la vie locale sont indispensables à la bonne insertion de l'activité agricole dans le territoire.

## Une typologie des attitudes des agriculteurs

A l'issue des entretiens dans chaque zone, une typologie à dire d'experts, des attitudes des agriculteurs selon la conception de leur métier **par rapport aux demandes de la société**, a été établie. La synthèse des résultats obtenus dans les cinq zones étudiées conduit à distinguer :

- les agriculteurs essentiellement producteurs percevant avant

**La concertation et les échanges avec les autres acteurs et la participation à la vie locale sont indispensables à la bonne insertion de l'activité agricole dans le territoire.**



**Des agriculteurs sont dans une situation d'indécision ou de perplexité face aux changements du contexte agricole et des demandes.**

**Cette situation trouve ses origines dans la remise en cause des valeurs du métier d'agriculteur.**

tout les attentes de la société comme des contraintes,

- les agriculteurs acceptant d'autres fonctions comme sous-produit d'une production optimisée et respectueuse de l'environnement,
- les agriculteurs gérant leur exploitation de façon plus traditionnelle et patrimoniale, considérant les retombées environnementales et sociales favorables de leur activité comme des coproduits non rémunérables directement car devant l'être normalement par le niveau des prix des produits agricoles,
- les agriculteurs qui, par choix et conviction, conçoivent et revendiquent des fonctions de prestations de service et/ou agri-environnementales, avec des produits à part entière, en syner-

gie avec leurs activités de production agricole.

Ces différents profils traduisent des situations et des motivations différentes chez les agriculteurs et à prendre en compte pour le conseil et la communication nécessaires à la construction de l'agriculture de demain. Il faut souligner que cette typologie est mouvante. Une fraction importante d'agriculteurs semble être dans une situation d'indécision ou de perplexité face aux changements récents du contexte agricole et des demandes diverses et contradictoires de la société. Cette situation semble trouver ses origines dans la remise en cause des valeurs centrales du métier d'agriculteur tel qu'ils le concevaient : libre entreprise,

rémunération par le marché, propriété de l'espace, reconnaissance par le travail.

## Conclusion

L'enjeu pour l'agriculture est de rendre compatibles l'évolution de la demande sociétale et la capacité des agriculteurs à y répondre, sans remettre en cause la viabilité économique des exploitations. Cette adaptation de l'agriculture intégrant simultanément les trois aspects - économique, environnemental et social - dépendra de celle des politiques publiques et de la volonté conjointe des acteurs du développement local, des filières agricoles et des agriculteurs en quête, pour certains, d'une nouvelle identité professionnelle. ■

## Références bibliographiques

- DAVID S., 2002. Approche de la multifonctionnalité de l'agriculture par la confrontation des attentes locales à la vision des agriculteurs. Le cas du pays de Vitré. Mémoire de fin d'études E.S.A. d'Angers réalisé à l'ITP. Octobre 2002- Compléments de l'étude auprès d'éleveurs de porcs. Décembre 2002.
- LEGER F. (INA-PG), VOLLET D. (CEMAGREF-Clermont Ferrand), 2002. A la recherche d'une politique multifonctionnelle : le cas des CTE. SFER, octobre 2002.
- SFER (Société Française d'Economie Rurale), 2003. La multifonctionnalité de l'activité agricole. Economie Rurale n° 273-274.

### Contact :

onesime.teffene@itp.asso.fr